



Le 17 octobre 2022

à Syndicat Mixte BUCOPA
Enquête publique SCOT BUGEY
Mr le Commissaire enquêteur
143 rue du Château
01150 CHAZEY/S/AIN

Contribution à l'enquête publique portant sur la modification du SCOT BUCOPA pour construire de nouveaux réacteurs nucléaires sur le site du Bugey

Des élus du secteur de la centrale du Bugey ont voulu lancer une modification du SCOT pour permettre à EDF de construire de nouveaux réacteurs EPR sur le site. Ils se fondent sur un choix politique imposé par plusieurs gouvernements successifs et un lobby nucléaire omnipotent. Parce que nous savons que les alternatives existent, que les investissements urgents et nécessaires doivent être faits maintenant, que nous avons le devoir de protéger les populations et l'environnement, **nous exprimons notre opposition à l'installation des EPR.**

LA REALITE ? UNE FILIERE INDUSTRIELLE EN DEROUTE

L'État français cherche par tous les moyens à sa disposition à redorer le blason d'une industrie en pleine déroute financière. Depuis l'annonce présidentielle que le nucléaire serait une réponse à l'urgence climatique, une propagande politique et médiatique intensive s'est mise en marche pour le faire avaler au public.

Le président de la République actuel, au rebours des attentes et besoins sociétaux grandissants pour réussir une transition énergétique favorable au climat, a décidé sans débat démocratique que la réponse serait la construction rapide de nouveaux réacteurs EPR. Combien ? Où ? Rien n'est encore tranché. Et pour cause...

En France, actuellement, sur les 56 réacteurs en service, 32 sont à l'arrêt du fait de dommages dus au vieillissement des installations devenues vétustes voire dangereuses. Le seul réacteur en projet de la technologie EPR en France est à Flamanville. Il a plus de 10 ans de retard, des dépassements de budget sont pharaoniques : le coût final est estimé par la Cour des comptes à près de 20 milliards au lieu de 3,3 annoncés en 2008 !

Il s'avère de plus en plus qu'EDF et AREVA sont incapables de construire ces réacteurs dans un délai et pour un coût raisonnable. Lancé en 2005 par Areva, par EDF en 2008, les EPR de Finlande et de Flamanville devaient entrer en service en 2009 et 2012. Nous sommes en 2022 et ne sont pas terminés. De graves malfaçons empêchent leur mise en service.

Le lobby de l'atome vit dans le déni de cette réalité. Aujourd'hui, AREVA est en faillite et EDF surendetté. L'État et les contribuables/consommateurs sont appelés à éponger cette situation catastrophique, aggravée par le dérèglement climatique : le refroidissement est compromis par la sécheresse, alors que les inondations perdurent...

Ainsi, non seulement le lobby nucléaire, même soutenu inconditionnellement par l'État, sera incapable de construire et encore plus de financer ces EPR, se mettant en même temps dans l'incapacité de financer la réparation - ou rafistolage - des réacteurs encore en vie, et encore plus de leur démantèlement et la remise en état des sites et la gestion des déchets de ces travaux (ICEDA : plateforme nationale à proximité du site !).

UNE SITUATION DE PLUS EN PLUS ACCIDENTOGENE

Nous rappelons que la centrale nucléaire du Bugey fonctionne depuis plus de 40 ans. Elle est donc promise à une fermeture proche. Il est donc urgent de savoir comment va se faire le démantèlement et quels seront les moyens financiers mobilisés pour ce faire. On peut estimer le coût du démontage d'un réacteur à plusieurs milliards d'euros (il y en a ..), et les travaux de remise en état du site durera plusieurs dizaines d'années.

Avec le nucléaire, la France s'aligne désormais sur les stratégies industrielles d'Etats autoritaires ou de dictatures. Moins de 10 % de l'électricité mondiale a été produite par du nucléaire en 2021. La Chine et la Russie construisent le plus de réacteurs à l'uranium : singulière compagnie politique. La guerre en Ukraine est venue en souligner l'aberration, la Russie restant encore un de nos fournisseurs d'uranium.

Les alternatives existent mais il y a urgence à les mettre en oeuvre

Cet entêtement irrationnel du lobby a empêché délibérément depuis des décennies les investissements massifs nécessaires pour amorcer une transition énergétique, climatique et sociale alternative. Cette attitude irresponsable condamne la France à une impasse climatique, énergétique et au désastre financier. Ce sont bien sûr les populations voisines qui seront concernées tant par leurs factures que par les menaces d'un accident majeur sur leur sécurité, leur alimentation, alors que cette probabilité ne cesse d'augmenter.

Une menace permanente supplémentaire sur la sécurité publique

Le choix de la relance du nucléaire n'est ni crédible, ni acceptable, ni démocratique. Il est aujourd'hui démontré qu'il ne pourra répondre aux enjeux climatiques, énergétiques et géopolitiques de notre pays comme de la planète.

La fermeture du site et l'arrêt des 4 réacteurs n'entraînerait pas de crise économique et sociale. Les emplois actuels seraient compensés par ceux nécessaires à la mise à l'arrêt et la reconversion du site. Un accident majeur, ce serait la disparition définitive de milliers d'emplois. Or, la France dispose avec son parc sans équivalent, d'une vitrine idéale pour mettre au point **la filière d'avenir de démantèlement nucléaire, compétence qui reste presque entièrement à mettre en œuvre.**

Ce qui permettrait de préserver tous les emplois du secteur, et au-delà, pour des dizaines d'années.

QUELLE SECURITE EN CAS D'ACCIDENT ?

La proximité de la centrale de Cruas et du couloir d'industries à risques de Rhône-Alpes, la vétusté du barrage de VOUGLANS, aggravent les risques majeurs potentiels. Personne ne sait comment pourrait être gérée une catastrophe nécessitant une évacuation de population de cette dimension. Avec ses conséquences sanitaires, économiques, sociales, alimentaires etc... **Aucun débat public n'a permis d'informer les populations concernées sur les mesures prévues.**

Il serait pour le moins dangereux et irresponsable d'engager les régions concernées dans une aventure sans que les populations n'aient été correctement informées des risques encourus dans un rayon d'au moins 100 km. Le secteur étant concerné par des risques sismiques, d'inondations et de pannes de refroidissement (sécheresses).

Nous demandons en conséquence la fermeture la plus rapide possible des 4 réacteurs, et l'abandon du projet de construction des EPR.

FNE 71 – T. Grosjean

Pour aller plus loin :

www.observatoire-du-nucleaire.org – www.stop-bugey.org – www.sortir-du-nucleaire.org
www.reporterre.net